ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 18 mai 1972, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant des mesures financières relatives à la Société nationale des chemins de fer vicinaux et autorisant le Gouvernement à approuver certaines modifications aux statuts de celle-ci", a donné le 5 juin 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e mei 1972 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende financiële maatregelen betreffende de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen en machtiging voor de Regering bepaalde wijzigingen aan de statuten van die maatschappij goed te keuren", heeft de 5e juni 1972 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

L'article 10 de la loi du 24 juin 1885 autorise le Gouvernement à garantir envers les tiers, les intérêts et l'amortissement des obligations émises par la Société nationale des chemins de fer vicinaux en représentation des annuités dues par les communes, les provinces et l'Etat.

L'arrêté royal n°61 du 25 novembre 1939, pris en vertu de pouvoirs spéciaux, a prévu que le Gouvernement était autorisé à attacher la garantie de l'Etat, en principal et en intérêts, aux emprunts à contracter par la même Société nationale pour un montant de 50 millions de francs, en vue de la constitution d'un fonds de roulement nécessaire à l'exploitation directe des lignes vicinales.

Le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat autorise le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat aux emprunts que peut émettre la même Société nationale pour le renouvellement de son matériel roulant, de son équipement et de ses installations fixes.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces textes devraient être fusionnés et introduits dans la loi du 24 juin 1885.

Par ailleurs, il est plus conforme à l'organisation des pouvoirs, telle qu'elle résulte des articles 29 et 78 de la Constitution, de confier au Roi le soin d'attribuer la garantie de l'Etat aux emprunts de la Société nationale.

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'article ler :

"Article ler.-

L'article 10 de la loi du 24 juin 1885 sur les chemins de fer vicinaux, revisée et amendée, est remplacé par la disposition suivante :

Article 10. Le Roi est autorisé à attacher la garantie de l'Etat, aux conditions qu'Il détermine et dans les limites ci-après, aux intérêts, à l'amortissement et au remboursement des emprunts contractés par la Société nationale :

1° en représentation des annuités dues par les communes, les provinces et l'Etat, à concurrence des sommes fixées par la loi;

2° en vue de servir de fonds de roulement pour l'exploitation directe des lignes vicinales, à concurrence de 50 millions de francs;

3° pour le renouvellement de son matériel roulant, de son équipement et de ses installations fixes, à concurrence d'un montant qui ne peut excéder le triple du capital social.

Les limites prévues à l'alinéa ler, 2° et 3°, s'entendent du montant en principal des emprunts restant à rembourser".

L'adoption de ce texte ne préjudicie pas à l'application de l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 selon lequel les emprunts eux-mêmes doivent être soumis à l'autorisation du Ministre dont la Société nationale relève et du Ministre des Finances.

.../...

Article 2.

La première phrase de cet article n'a pas de portée normative. Elle ne fait que rappeler ce qui est de l'essence de l'action gouvernementale.

Par ailleurs, le Ministre compétent ne doit pas recevoir l'autorisation du législateur pour pouvoir proposer des crédits à charge du budget de son département.

L'article 2 du projet devrait se limiter à énoncer ce qui a un caractère normatif, tandis que les prévisions de l'action ministérielle trouveraient normalement leur place dans l'exposé des motifs.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

Article 10bis. Dans la limite des crédits budgétaires votés à cette fin, l'Etat peut accorder des subventions à la Société nationale :

1° en vue de l'acquisition, la construction ou l'aménagement d'installations fixes, de matériel roulant ou d'équipement;

2° à titre de participation dans les intérêts des emprunts contractés en vue de réaliser les investissements cités au 1°.

Le Roi détermine les conditions de ces interventions".

.../...

Article 3.

Cet article prévoit, à l'article 14 des statuts, que les deux administrateurs désignés par les deux organisations syndicales les plus représentatives du personnel devront posséder les qualités qui leur permettraient d'être désignés comme représentants des travailleurs à la commission paritaire nationale.

Selon les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, cette exigence doit uniquement être mise en rapport avec l'article 39, 1°, alinéa 2, des statuts, modifié en exécution de la loi du 20 juillet 1927, qui dispose :

"Les membres, ouvriers et employés à désigner par ces organisations, dans la proportion de la moitié au moins, doivent faire partie du personnel des chemins de fer vicinaux".

On ne peut appliquer cette condition à l'administrateur unique, désigné par une organisation syndicale, ni l'appliquer aux deux administrateurs ainsi désignés, sans risque de créer des difficultés entre les deux organisations syndicales dès l'instant où le choix de l'une pèserait sur le choix de l'autre.

Il convient, dès lors, soit de dire dans l'article 14 des statuts que les deux administrateurs en cause doivent faire partie du personnel de la Société nationale, soit de ne rien dire si cette condition ne paraît pas opportune.

.../...

Pour des raisons de concordance générale et de clarté, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui ne nécessite pas d'autre commentaire :

"Article 3.-

Le Roi est autorisé à approuver le remplacement des articles 11, 12 et 14 des statuts de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, annexés à la loi du 24 juin 1885, par les dispositions suivantes :

Article 11. La société peut émettre ... (texte du projet) ...

Article 12. La société est administrée ... (texte du projet) ...

Article 14. § 1er. En ce qui concerne les autres membres du conseil d'administration :

1° quatre membres sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi;

2° quatre membres sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale des actionnaires;

3° un membre est désigné et peut être remplacé par chacune des deux organisations syndicales les plus représentatives du personnel.

§ 2 . Les administrateurs désignés par une organisation syndicale doivent faire partie du personnel de la Société nationale.Ils ne pourront, jusqu'à la fin de leur mandat, être licenciés de leur emploi que pour faute grave justifiant un renvoi sans préavis.

.../...

ou

§ 2. Lorsqu'ils sont choisis parmi le personnel d'exécution de la Société nationale, les administrateurs désignés par une organisation syndicale ne pourront, jusqu'à la fin de leur mandat, être licenciés de leur emploi que pour faute grave justifiant un renvoi sans préavis.

§ 3. En cas de vacance d'une des places d'administrateur dont la nomination est réservée à l'assemblée générale, le comité de surveillance désignera un de ses membres pour exercer provisoirement les fonctions vacantes.

L'assemblée générale procède à l'élection d'un nouvel administrateur au cours de sa plus prochaine réunion.

§ 4. Les mandats d'administrateur ont une durée de six ans; ils sont renouvelables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un administrateur décédé, démissionnaire, démis ou révoqué achève le mandat de celui qu'il remplace".

Article 4.

Selon les renseignements obtenus par le Conseil d'Etat, aucune mesure anticipant sur l'application du projet de loi n'a été prise. Il ne s'indique pas, dès lors, de déroger au droit commun selon lequel les lois entrent en vigueur dix jours après leur publication au Moniteur belge.

L'article 4 du projet doit être omis.

*

* *

.../...

En raison du texte proposé pour l'article 1er qui reprend la disposition contenue dans l'arrêté royal n°61 du 25 novembre 1939, il conviendrait de prévoir l'article abrogatoire suivant :

"Article 4.-

L'arrêté royal n°61 du 25 novembre 1939 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un emprunt de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, est abrogé".

En outre, l'intitulé du projet devrait être rédigé comme suit :

"Loi modifiant la loi du 24 juin 1885 sur les chemins de fer vicinaux, revisée et amendée, et autorisant le Roi à approuver des modifications aux statuts de la Société nationale des chemins de fer vicinaux".

Artikel 1.

Artikel 10 van de wet van 24 juni 1885 machtigt de Regering om tegenover derden de rente en de aflossing te waarborgen van de obligaties, door de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen uitgegeven ter vertegenwoordiging van de annuïteiten die gemeenten, provincies en de Staat verschuldigd zijn.

Het volmachtenbesluit nr. 61 van 25 november 1939 heeft de Regering gemachtigd, Staatswaarborg in hoofdsom en in rente aan de door diezelfde Maatschappij aan te gane leningen te verbinden voor een bedrag van 50 miljoen frank "met het oog op de samenstelling van het voor de rechtstreekse exploitatie van de buurtspoorwegen nodig bedrijfskapitaal".

Het aan de Raad van State voorgelegde wetsontwerp machtigt de Minister van Financiën "de Staatswaarborg te hechten aan leningen, welke de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen mag uitgeven voor de hernieuwing van haar rollend materieel, van haar uitrustingen en van haar vaste installaties ".

De Raad is de mening toegedaan dat die teksten samengenomen en in de wet van 24 juni 1885 ingevoegd moeten worden.

Voorts is het meer in overeenstemming met de inrichting van de machten, zoals die volgt uit de artikelen 29 en 78 van de Grondwet, dat de Staatswaarborg voor leningen van de Nationale Maatschappij door de Koning wordt verleend.

.../...

Voor artikel 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Artikel 10 van de herziene en gewijzigde wet van 24 juni 1885 over de buurtspoorwegen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. De Koning wordt gemachtigd om, onder door Hem te bepalen voorwaarden en binnen de hierna vastgestelde grenzen, de Staatswaarborg te verlenen voor de renten, de aflossing en de terugbetaling van leningen, door de Nationale Maatschappij aangegaan :

1° ter vertegenwoordiging van de door gemeenten, provincies of de Staat verschuldigde annuïteiten, tot het beloop van de in de wet bepaalde bedragen;

2° om te dienen als bedrijfskapitaal voor het rechtstreeks exploiteren van de buurtspoorwegen, tot het beloop van 50 miljoen frank;

3° voor het vernieuwen van haar rollend materieel, haar uitrusting en haar vaste installaties, tot het beloop van een bedrag dat het drievoud van het maatschappelijk kapitaal niet mag overschrijden.

De in het eerste lid, 2° en 3°, bepaalde grenzen betreffen het nog terug te betalen bedrag in hoofdsom van de leningen".

Deze tekst doet geen afbreuk aan de toepassing van artikel 12 van de wet van 16 maart 1954, volgens hetwelk de leningen zelf ter machtiging moeten worden voorgelegd aan de Minister onder wie de Nationale Maatschappij ressorteert en aan de Minister van Financiën.

.../...

Artikel 2.

De eerste volzin van dit artikel is niet normatief. Hij brengt slechts in herinnering wat tot het wezen zelf van de regeringstaak behoort.

Voorts behoeft de bevoegde Minister geen machtiging van de wetgever om ten bezware van de begroting van zijn departement kredieten te mogen voorstellen.

Artikel 2 van het ontwerp zou zich moeten beperken tot het formuleren van wat normatief is, terwijl de toekomstige taak van de Minister beter in de memorie van toelichting kan worden beschreven.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

In dezelfde wet wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 10bis. Binnen de grenzen van de daarvoor goedgekeurde begrotingskredieten kan de Staat aan de Nationale Maatschappij subsidies verlenen :

1° voor het aankopen, bouwen of verbouwen van vaste installaties, rollend materieel of uitrusting;

2° als aandeel in de rentelast van de leningen die zijn aangegaan met het oog op de in 1° vermelde investeringen.

De Koning bepaalt de voorwaarden van die bijdragen".

..../....

Artikel 3.

Volgens dit artikel zal artikel 14 van de statuten bepalen, dat de twee beheerders die worden aangewezen door de twee meest representatieve vakorganisaties van het personeel, "de kwaliteiten moeten bezitten die hen zouden toelaten aangeduid te worden als vertegenwoordigers van de werknemers bij het nationaal paritair comité".

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, moet deze eis alleen in verband worden gebracht met artikel 39, 1°, tweede lid, van de statuten, gewijzigd ter uitvoering van de wet van 20 juli 1927, hetwelk bepaalt :

"De door deze inrichtingen aan te duiden leden-werklieden en -bedienden, in de verhouding van de helft ten minste, moeten tot het personeel van de buurtspoorwegen behoren".

Die voorwaarde kan niet worden toegepast op de enige beheerder die door een vakorganisatie wordt aangewezen, noch op de twee aldus aangewezen beheerders, zonder dat tussen beide vakorganisaties moeilijkheden dreigen te ontstaan zodra de keuze van de ene in conflict komt met de keuze van de andere.

Ofwel moet dus in artikel 14 van de statuten worden gezegd dat de twee betrokken beheerders tot het personeel van de Nationale Maatschappij moeten behoren, ofwel hoeft niets te worden gezegd als die voorwaarde niet opportuun lijkt.

Ter wille van de algemene overeenstemming en van de duidelijkheid stelt de Raad van State de volgende tekst voor, die geen commentaar behoeft :

.../...

"Artikel 3.-

De Koning wordt gemachtigd om goed te keuren, dat de artikelen 11, 12 en 14 van de statuten van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, gevoegd bij de wet van 24 juni 1885, worden vervangen door de volgende bepalingen :

"Artikel 11.- De Maatschappij mag obligaties uitgeven ... (tekst van het ontwerp) ...

Artikel 12.- De Maatschappij wordt beheerd ... (tekst van het ontwerp) ...

Artikel 14.- § 1. Wat de andere leden van de raad van beheer betreft :

1° vier leden worden benoemd en ontslagen door de Koning ;

2° vier leden worden benoemd en ontslagen door de algemene vergadering van de aandeelhouders ;

3° een lid wordt aangewezen, en in zijn vervanging kan worden voorzien, door elk van de twee meest representatieve vakorganisaties van het personeel.

§ 2. De door een vakorganisatie aangewezen beheerders moeten tot het personeel van de Nationale Maatschappij behoren. Zolang hun mandaat duurt, kunnen zij niet uit hun betrekking worden ontslagen dan wegens een ernstige tekortkoming die ontslag zonder opzegging wettigt.

of

§ 2. De door een vakorganisatie aangewezen beheerders, die uit het uitvoeringspersoneel van de Nationale Maatschappij zijn gekozen, kunnen, zolang hun mandaat duurt, niet uit hun betrekking worden ontslagen dan wegens een ernstige tekortkoming die ontslag zonder opzegging wettigt.

.../...

§ 3. Bij vacature van een plaats van beheerder waarin alleen de algemene vergadering kan benoemen, wijst het comité van toezicht een van zijn leden aan om het opengevallen ambt voorlopig uit te oefenen.

De algemene vergadering kiest de nieuwe beheerder tijdens haar eerstvolgende bijeenkomst.

§ 4. Het mandaat van beheerder duurt zes jaar ; het is vernieuwbaar.

De beheerder die wordt benoemd ter vervanging van een overleden, ontslagnemend, ontslagen of afgezet beheerder, voltooit het mandaat van degene die hij vervangt".

Artikel 4.

Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen zijn nog geen maatregelen genomen die op de toepassing van de ontwerp-wet vooruitlopen. Er is dan ook geen reden om af te wijken van het gemeen recht volgens hetwelk wetten in werking treden tien dagen nadat ze in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt.

Artikel 4 van het ontwerp moet dus vervallen.

*
* *

.../...

Nu voor artikel 1 een tekst is voorgesteld waarin de bepaling van het koninklijk besluit nr. 61 van 25 november 1939 is overgenomen, is het volgende opheffingsartikel noodzakelijk :

"Artikel 4.-

Het koninklijk besluit nr. 61 van 25 november 1939 tot verlening van 's Rijks waarborg aan een lening der Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, wordt opgeheven" .

Het opschrift van het ontwerp zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Wet tot wijziging van de herziene en gewijzigde wet van 24 juni 1885 over de buurtspoorwegen en tot machtiging van de Koning om wijzigingen in de statuten van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen goed te keuren".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	G. HOLOYE,	président de chambre, kamervoorzitter,
	G. VAN BUNNEN, J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	G. ARONSTEIN, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw	J. TRUYENS,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.